

intervention must increase to compensate for the failure of the market to serve social goals.

The Government favours a middle road between those two extremes.

This middle road represents a commitment to a society in which all Canadians can develop their full potential, a society in which justice, compassion, tolerance and understanding lead to a strong and united Canada, a society based upon individual initiative and marked by personal freedom. The choice of the middle road implies a reliance on the market to stimulate the growth Canada needs, together with an enduring commitment to social justice and equality of opportunity. On the other hand, that choice also implies that the working of the market must be improved and that less costly, less interventionist ways must be found to pursue social goals.

These choices have shaped the Government's legislative program for the coming months, just as it will shape appropriate policies for the post-control period.

Obviously, the development of the new strategies required by the times in which we live will demand the closest possible co-operation among governments, workers, businessmen, cooperative and voluntary organizations and all other sectors of society. To that end, the Government will launch a major series of consultations throughout Canada to secure a greater sharing of economic and social responsibility among all Canadians.

Consultation in this context does not mean simply informing the public about Government decisions. Nor does it mean an aimless search for the opinions of others. It means that the Government will place before interested Canadians its assessment of the major problems we must solve together, and its definition of the available options.

Parliament will have a vital role to play, as of course will the provincial governments and their municipalities. For example, the provinces will be asked to enter into early consultations with the federal government on the renewal of agreements relating to the anti-inflation program, and on the process by which, at the appropriate time, controls may be removed.

The Government is confident that Canada will realize the great potential of the next decade, because Canadians in all sectors of our society are opening their minds to the future, and are demonstrating a willingness to adopt the means necessary to translate opportunity into reality. Canada will make steady progress toward the goals of national unity, equality of opportunity, and the enhancement of individual freedom, because the people of this country have the courage to tackle difficult problems, the will to take our own future into our own hands, and the wisdom to understand that we work effectively only when we work together.

You will be asked to consider other legislative proposals.

bles. Selon cette école de pensée, les dépenses publiques et l'intervention de l'État doivent augmenter de façon à combler à cet égard les lacunes de l'économie de marché.

Entre ces deux extrêmes, le Gouvernement opte pour le juste milieu.

Cette option intermédiaire envisage une société au sein de laquelle tous les Canadiens puissent s'épanouir pleinement, une société où la justice, la bonté, la tolérance et l'ouverture d'esprit fonderont un Canada fort et uni, une société qui repose sur l'initiative individuelle et la liberté personnelle. Choisir le juste milieu suppose qu'on se fie au système de marché pour stimuler la croissance dont le Canada a besoin et qu'en même temps, on continue de se préoccuper de la justice sociale et de l'égalité des chances. D'autre part, un tel choix suppose aussi qu'il faille améliorer le fonctionnement du marché et trouver une façon moins coûteuse et moins interventionniste de poursuivre les objectifs sociaux.

Ces vues ont inspiré le programme législatif du Gouvernement pour les prochains mois, et ce sont elles qui détermineront les lignes de conduite à suivre après le programme anti-inflationniste.

De toute évidence, la mise au point d'une action propre à notre époque exige la plus étroite collaboration entre les pouvoirs publics, les travailleurs, les hommes d'affaires, les associations bénévoles et coopératives et tous les autres groupes sociaux. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement lancera une série d'importantes consultations à travers le Canada, dans le dessein d'assurer un partage plus équitable des responsabilités économiques et sociales.

Dans ce contexte, la consultation ne se borne pas à la communication au public des décisions gouvernementales, ni à une quête d'opinions pour la forme. Elle servira au Gouvernement à exposer aux intéressés son évaluation des principaux problèmes que nous devons régler ensemble et sa conception des solutions possibles.

Le Parlement et, bien entendu, les gouvernements provinciaux et municipaux, auront un rôle vital à jouer. Aussi, les provinces seront-elles priées de consulter au plus tôt le Gouvernement fédéral sur le renouvellement des accords relatifs au programme anti-inflationniste et, le moment venu, sur la façon de mettre fin à la réglementation des prix et des salaires.

Le Gouvernement est sûr que le Canada saura réaliser les splendides promesses de la prochaine décennie, parce que les Canadiens de toutes les couches sociales regardent vers l'avenir et veulent manifestement profiter de tous leurs atouts. Le Canada continuera de progresser dans la voie de l'unité nationale et dans la fidélité aux idéaux de l'égalité des chances et de la garantie des libertés individuelles, parce que son peuple a le courage d'affronter les obstacles, la volonté de prendre en main son destin et la sagesse de reconnaître que l'unité est la clé de l'efficacité.

Vous serez invités à étudier d'autres mesures législatives.